

Facteurs de normalisation des relations diplomatiques de la Jordanie avec le Qatar : analyse dynamique de la sécurité de la zone et de l'identité nationale

Damitri Curtiz
Université Grenoble Alpes, France
Email: curtiz3@hotmail.com

Abstrait

La Jordanie en tant que pays flanqué de plusieurs pays en conflit et ne disposant pas de richesses naturelles, ce qui rend les alliances très importantes pour la survie du pays. Pour répondre à ces besoins, la Jordanie s'allie souvent avec des acteurs hégémoniques pour obtenir un statut protecteur ainsi qu'une aide financière. Ainsi, dans le cadre du Moyen-Orient, la Jordanie a choisi une alliance avec le pays d'Arabie saoudite et sa coalition dans la région du Golfe au sein du Conseil de coopération du Golfe. Cette alliance s'est poursuivie jusqu'à la crise diplomatique du Qatar en 2017, la Jordanie a été contrainte de couper les liens avec le Qatar afin que l'alliance avec le royaume saoudien ne soit pas mise à mal. Cependant, en 2019, la Jordanie a normalisé ses relations diplomatiques avec le Qatar après une période de deux ans. Cette décision est également intervenue même si l'Arabie saoudite et sa coalition ne s'étaient pas normalisées avec le Qatar lui-même, et pourraient potentiellement mettre en péril l'existence de la Jordanie si elle le faisait parce qu'elle était contre la coalition saoudienne. Le chercheur tente donc d'analyser ce phénomène à l'aide de la théorie de la sécurité régionale et du niveau d'analyse de l'identité nationale. Les chercheurs ont découvert plus tard que le motif de cette décision était le soutien du Qatar au statut protecteur de la Jérusalem jordanienne.

Mots clés : Normalisation des relations diplomatiques ; sécurité de la zone ; Identité nationale



A. INTRODUCTION

Contrairement aux pays voisins de la région du Moyen-Orient, la Jordanie n'est souvent pas sous les projecteurs, car c'est le seul pays qui n'a pas connu le printemps arabe en 2011 et qui reste politiquement stabilisé. De plus, la Jordanie est flanquée de divers pays en conflit comme l'Irak, Israël et la Syrie, et n'est pas riche en ressources naturelles, qu'il s'agisse de pétrole, comme la plupart des pays du Moyen-Orient ou d'eau. Dans la dynamique de la région elle-même, la Jordanie n'a jamais connu de conflits sérieux avec d'autres pays. Il est même devenu l'un des deux pays qui ont osé signer un accord de paix avec Israël. Il est également l'un des membres pionniers de l'Organisation de la coopération islamique et de la Ligue arabe (Mediterranean Affairs, 2014). Du fait de cette position, la constellation politique

Les pays environnants sont cruciaux pour la survie de la Jordanie. Ainsi, le 5 juin 2017, lorsque Bahreïn, les Émirats arabes unis (ci-après les Émirats arabes unis), l'Égypte et l'Arabie saoudite ont officiellement annoncé la fin des relations diplomatiques avec l'État du Qatar et la suspension des troupes qataries participant à la coalition dirigée par

l'Arabie saoudite au Yémen. , l'incident a directement touché la Jordanie. . La Jordanie est de plus en plus prise au piège de cette guerre diplomatique lorsque l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis demandent aux autres pays de suivre leur comportement par solidarité (Harlow, 2017). Les exigences présentées par la suite par le Royaume d'Arabie saoudite avec ses 13 alliés, qui ordonnent généralement au Qatar de limiter les relations diplomatiques avec l'Iran ; mettre fin à la présence militaire de la Turquie au Qatar ; couper tout lien et tout financement avec l'organisation ou le groupe "terroriste" spécifiquement mentionné, à savoir les Frères musulmans, Al-Qaïda, les États islamiques et le Hezbollah libanais ; fermer la station de médias Al-Jazeera et d'autres portails d'information financés par le Qatar ; mettre fin aux interventions dans les affaires intérieures d'autres pays en coupant tout contact avec l'opposition politique en Arabie saoudite, aux Émirats arabes unis, en Égypte et à Bahreïn, et en payant des réparations et des compensations pour les pertes financières causées par les politiques du Qatar. Afin de se conformer à toutes ces exigences, le Qatar fera surveiller son audit financier pendant 10 ans et devra accepter toutes les réclamations dans les 10 jours ou la liste sera annulée (Wintour, 2017).

Deux jours après la publication des demandes, la Jordanie a également annoncé le 7 juin 2019 sa décision de réduire ses relations diplomatiques avec le Qatar en retirant les diplomates de leurs pays respectifs et en révoquant la licence de la chaîne satellitaire Al-Jazeera située à Amman, selon une déclaration émise par le ministre. porte-parole du gouvernement et des affaires médiatiques Mohammad Momani.

Même si ce comportement a reçu de nombreuses critiques de la part du public en raison de la relation bénéfique qui a été détenue par les deux parties, le roi Abdallah II maintient toujours cette décision (Jordan Times, 2017). En effet, la Jordanie est très dépendante de l'Arabie saoudite pour l'aide économique et énergétique. L'Arabie saoudite est devenue un soutien financier pour la Jordanie après que l'économie jordanienne a commencé à se détériorer en raison de l'augmentation du nombre de réfugiés qui ne venaient initialement que de Palestine mais qui ont augmenté en raison de la guerre civile syrienne. Cela s'accompagne d'une dette publique qui atteint 94 % du produit intérieur brut (PIB) de leur pays et d'un chômage élevé à 18,5 %. De plus, la pression du Fonds monétaire international (FMI), qui a accordé un prêt d'une valeur de 723 millions de dollars américains au royaume de Jordanie, a contraint le Premier ministre jordanien Hani Mulki à compiler des mesures d'austérité drastiques en mai 2018. Cela a déclenché une importante protestation publique. en exigeant que le gouvernement annule les plans d'augmentation des impôts sur le revenu et de réduction des subventions pour l'électricité, le carburant et l'alimentation (Agence France-Presse, 2018). La dépendance du gouvernement vis-à-vis de l'aide étrangère est donc très élevée. La réponse royale, qui s'est limitée à réduire les relations, a été considérée par la coalition comme un acte de défi et la spéculation des responsables jordaniens a été la principale

raison pour laquelle l'Arabie saoudite a refusé de renouveler son aide en 2017. Cela a à son tour eu un impact considérable sur la capacité de la Jordanie. pour faire face aux problèmes économiques auxquels elle était confrontée (Furlow et Borgognone, 2018).

La coupe proposée par l'Arabie saoudite et sa coalition ne devrait durer que six mois. Environ 60 % du commerce du Qatar transite par les ports des Émirats arabes unis et la frontière saoudienne, de sorte que leur isolement devrait perturber fatalement la survie du Qatar. Cependant, l'ignorance du Qatar de leurs demandes de prolonger la crise diplomatique pour qu'elle atteigne sa troisième année en 2019 sans progrès. Cette situation est exacerbée par la décision du Qatar de normaliser avec l'Iran et de renforcer davantage la coopération avec la Turquie. Malgré cela, l'Arabie saoudite et d'autres pays restent forts et ferment toujours les frontières de leur pays, coupent toutes les routes aériennes, maritimes et terrestres et mettent fin à la coopération politique et économique avec le Qatar (Habibi, 2019).

Cependant, en entrant en juillet 2019, l'un des pays a exprimé sa volonté de recréer des relations diplomatiques avec le Qatar après deux ans de retrait. son ambassadeur du pays, à savoir la Jordanie. C'est une nouvelle choquante car l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, Bahreïn et l'Égypte ne montrent toujours aucun signe de retrait des sanctions imposées au Qatar. Malgré tout, la Jordanie a tout de même nommé un ambassadeur, à savoir Zeid al-Lawzi, un secrétaire général du ministère des Affaires étrangères, en poste à Doha. D'autre part, le gouvernement qatari a également envoyé sa délégation, Saud bin Nasser bin Jassem al Thani, membre de la famille royale dans la capitale jordanienne, Amman (Salama, 2019). Par conséquent, sur la base du contexte de ce problème, on peut voir qu'il y a une chose intéressante à étudier, à savoir les raisons de la Jordanie pour rétablir les relations diplomatiques avec le Qatar. C'est une anomalie étant donné que l'inimitié du Qatar avec les quatre pays qui ont rompu les relations diplomatiques avec lui persiste et qu'à long terme, cela peut avoir un effet significatif sur l'économie jordanienne qui dépend de l'Arabie saoudite.

B. MÉTHODE

La recherche a été menée à l'aide de méthodes qualitatives. Avec cette méthode qualitative, les chercheurs tentent de révéler en profondeur l'essence universelle de phénomènes vécus personnellement par un groupe d'individus.

Deux cadres peuvent expliquer pourquoi la Jordanie a décidé de normaliser ses relations diplomatiques avec le Qatar. Le premier cadre explique que l'environnement externe influence également, dans ce cas le chercheur utilise la théorie du complexe de sécurité régionale pour analyser la dynamique de la région du Moyen-Orient. Buzan a déclaré qu'un complexe de sécurité peut exister lorsqu'un groupe de pays a des problèmes de sécurité primaires qui sont étroitement liés de sorte que leur sécurité nationale ne peut pas être séparée les unes des autres (Buzan & Waever, 2003). Cela peut

alors créer une sécurité régionale. Ensuite, le concept d'un complexe de sécurité régional a émergé et la définition de RSC pourrait alors être développée davantage à partir de la compréhension antérieure de la région, donc cela signifie «un ensemble d'unités dans lesquelles les processus de sécurisation, de désécurisation, ou les deux sont étroitement liés de sorte ce

leurs problèmes de sécurité ne peuvent être analysés ou résolus séparément les uns des autres (Buzan & Waever, 2003). Pour analyser la dynamique d'une zone, Buzan a expliqué qu'il existe quatre variables qui constituent la structure de base d'un RSC. Premièrement, les conditions géographiques, qui différencient la complexité entre chaque région, par exemple en Asie elle-même qui peut être divisée en trois complexes de sécurité régionaux différents, à savoir en Asie du Sud-Est, en Asie du Sud et en Asie de l'Est et a des cas distincts. Deuxièmement, Buzan considère que le complexe de sécurité régionale est une réplique d'une structure anarchique au niveau local, où coexistent deux ou plusieurs unités autonomes, chacune ayant ses propres intérêts. Le troisième est la polarité qui explique la répartition du pouvoir entre chaque unité et comment cela façonne l'orientation politique des pays de la région. Le dernier est une construction sociale qui décrit le schéma d'amitié (amitié) et d'inimitié (inimitié) entre les pays de la région. Ce modèle peut se refléter dans les actions et les interprétations des pays lorsqu'ils choisissent de faire des alliances et de se battre dans une région (Buzan & Waever, 2003).

Le deuxième cadre explique comment l'identité nationale en tant que facteur interne peut influencer un pays lors de l'élaboration de sa politique étrangère. Cette recherche met ensuite l'accent sur le constructivisme aspirationnel proposé par Anne Clunan. Cette théorie met l'accent sur la corrélation entre la formation de l'identité nationale et son influence dans la construction des visions des intérêts nationaux qui sont ensuite promues par les élites politiques. L'une des propositions fondamentales du constructivisme aspirationnel est de savoir comment la mémoire historique et les aspirations qu'elle forme sont des déterminants cruciaux dans l'acceptation d'une identité en tant qu'état qui se définit. Cela montre que l'agence y joue un rôle non négligeable (Clunan, 2005). Pour un pays, son identité et son intérêt national reposent sur deux piliers, à savoir les objectifs politiques et le statut international. Les objectifs politiques incluent les caractéristiques internes et les croyances sur le système économique et politique de gouvernement qui sont appropriées pour l'État, tandis que le statut international consiste en la position de l'État dans la hiérarchie internationale du pouvoir, qu'il soit politique, militaire et social (Clunan, 2009). Le constructivisme aspirant suppose que l'élite politique formera alors une orientation comportementale vers l'action coopérative, la compétition et la confrontation avec un pays basée sur le contexte de l'image de soi, qui consiste également en des constructions d'endogroupe et d'exogroupe (Clunan, 2009).

C. RESULT AND DISCUSSION

Afin de comprendre la dynamique de la sécurité dans la région du Moyen-Orient, il est nécessaire d'élaborer sur les éléments qui la différencient des autres et les facteurs qui créent des divergences dans la région. Cela se voit aux différences dans l'histoire de chaque pays qui affectent la perception de la sécurité. Après la Première Guerre mondiale, de nouveaux États ont commencé à se former au Moyen-Orient, sous la supervision de leurs colonisateurs, la Grande-Bretagne et la France. Cela ne s'appliquait pas à l'Arabie saoudite, à la Turquie et à l'Iran parce qu'ils n'étaient pas colonisés. L'implication de forces extérieures dans la formation de ce pays est importante à mentionner car c'est la raison de la création de dynamiques conflictuelles dans ces pays car les frontières modernes sont désormais préalablement déterminées par elles (Klein, 2015). Particulièrement pour le Moyen-Orient, Buzan et Waever ont caractérisé le complexe sécuritaire créé par l'aide des colonialistes comme une forme de "formation de conflit pérenne". Cela signifie que l'interdépendance qui a lieu au Moyen-Orient n'est pas une coopérative mais un complexe conduit par le conflit (Legrenzi, 2016).

Cette formation de conflit est présente en raison de l'existence d'un certain nombre de relations interrégionales au Moyen-Orient. L'une des choses qui définit le mieux cette zone est centrée sur la région syrienne qui comprend l'Égypte, le Liban, la Jordanie, l'Irak, la Syrie, Israël et la Palestine. Cette région s'est formée sur la base de problèmes locaux entre Israël et la Palestine, qui ont ensuite été le fer de lance d'une hostilité plus forte envers Israël de la part de ses voisins, puis de l'ensemble de la communauté arabe (Buzan & Waever, 2003). C'est aussi la base des six guerres interrégionales auxquelles presque tous les pays du Moyen-Orient ont participé.

En effet, le conflit arabo-israélien définit la façon dont le nationalisme arabe prend forme plus tard et donne ensuite au Moyen-Orient dans son ensemble sa cohérence en tant que RSC en premier lieu. La deuxième interrelation est la région du Golfe qui se caractérise par la rivalité entre l'Iran, l'Irak et les pays arabes du Golfe qui se composent de l'Arabie saoudite, du Koweït, de Bahreïn, du Qatar, des Émirats arabes unis et d'Oman. Le principal conflit dans la région a eu lieu lorsque l'Iran et l'Arabie saoudite ont commencé à rechercher un statut hégémonique au Moyen-Orient en promouvant leurs idéologies opposées à l'arabisme et à l'islamisme. Bien que les derniers sous-complexes de Sham et du Golfe aient des noyaux différents au sein du complexe de sécurité du Moyen-Orient, les problèmes qui se posent se chevauchent. Il en va de même pour le dernier sous-complexe, à savoir les relations étatiques dans la région du Maghreb entre la Libye, la Tunisie, l'Algérie, le Maroc, le Tchad et le Sahara occidental (Buzan & Waever, 2003). Bien qu'il ne soit pas trop lié à d'autres sous-complexes, le conflit tunisien de 2011 a eu un effet domino dans tous les pays du Moyen-Orient. Ainsi, à l'instar de la définition d'un complexe de sécurité proposée par Buzan et Waever et l'explication ci-dessus, le Moyen-Orient peut être défini comme une région composée de pays ayant des problèmes de sécurité primaires qui sont si étroitement corrélés que leur sécurité nationale ne peut

être séparée d'une autre. De sorte que pour connaître la dynamique du RSC, il est nécessaire d'analyser l'agenda du complexe de sécurité du Moyen-Orient.

Entre autres régions, le Moyen-Orient aurait un niveau autonome de sécurité régionale. L'autonomie dans ce cas signifie qu'en dépit de la forte ingérence continue des parties extérieures, la dynamique du conflit qui se déroule au Moyen-Orient est un problème interne (Buzan & Waever, 2003). Le développement de la coopération en matière de sécurité régionale au Moyen-Orient dans l'histoire contemporaine mondiale, en particulier après le printemps arabe, a ensuite considérablement affecté la durabilité de la Jordanie. L'après-printemps arabe a conduit à une transformation structurelle profonde due à la chute d'un certain nombre de régimes qui avaient longtemps soutenu ces pays. Cela a de nouveau conduit à des changements majeurs dans les préférences de coopération et de sécurité, ainsi qu'à un nouvel équilibre des forces. En dehors de cela, un thème majeur entourant l'instabilité de la région du Moyen-Orient est la sécurisation de l'identité. Cela se voit dans l'objectif général de l'alliance, motivé par la division sunnites et chiites (Halliday, 2005). De plus, de nombreux groupes d'insurgés sont présents parce que les divisions sectaires dominent les problèmes de sécurité au Moyen-Orient et créent un nouveau problème de sécurité, à savoir la « sécurité humaine » avec l'augmentation des réfugiés. Selon Eljertsen (2018), les problèmes de sécurité qui ont façonné la coopération régionale dans la période précédente avec le présent, après le printemps arabe, sont une continuation ou une intensification du problème de sécurité précédent, à savoir le conflit israélo-palestinien qui a refait surface après le président américain Donald Trump. proposé une nouvelle solution, le rôle de l'identité et la lutte pour la souveraineté.

Ainsi, le complexe sécuritaire présenté par le Moyen-Orient a alors influencé de manière significative la Jordanie en tant que pays qui occupe une position centrale dans la dynamique de la région. Cela peut être analysé à l'aide de quatre éléments, d'abord, à savoir la frontière où se trouve la Jordanie entouré de pays en conflit, la Syrie, l'Irak, Israël et la Palestine. Comme mentionné précédemment, le nouveau problème de sécurité qui a émergé après le printemps arabe représente l'urgence de la sécurité humaine qui s'est accrue avec l'escalade de la guerre. La sécurité humaine est définie par Lynch (2013) comme la libération des humains des menaces intenses, étendues et prolongées qui rendent leur vie et leur liberté vulnérables. L'un des cas qui a rendu cette idée centrale est la guerre en Syrie qui a éclaté en mars 2011. Au début, ce conflit n'était qu'une insurrection visant à renverser le régime d'Assad, mais s'est ensuite transformé en guerre civile et n'a pas été résolu. Cela a également été influencé par un certain nombre d'acteurs étatiques et non étatiques qui sont intervenus pour prolonger cette guerre. Ainsi, après plus de huit ans, cette guerre a fait environ 560 000 morts et la propagation de 12 millions de réfugiés à travers le monde, ce qui présente alors l'urgence de la question mondiale

des réfugiés, mais intensément au complexe sécuritaire du Moyen-Orient (Alshoubaki et Harris, 2018).

Le deuxième élément est la structure de l'anarchie, qui, selon Waltz (dans Gause III, 1999), est le principal moteur du comportement d'alliance au Moyen-Orient. Sans autorité majeure dans l'ordre du système politique international, à ces conditions chaque pays est contraint de développer une alliance d'équilibre pour que son indépendance et son existence ne soient pas menacées. De plus, avec la structure de l'anarchie, le troisième élément montre qu'il existe une polarité au Moyen-Orient. Au début, la concurrence énergétique était dominée par l'Arabie saoudite et l'Iran. Cependant, cette dynamique change de plus en plus avec la présence d'Israël qui montre une approche affirmée des autres pays arabes après le leadership de Benyamin Netanyahu et la montée en puissance de la Turquie sous Recep Tayyip Erdogan. Pour la Jordanie elle-même, cette polarité affecte étroitement sa politique, en raison de sa position de puissance moyenne seulement, de sorte qu'elle nécessite une coopération pour sa durabilité. En particulier, la polarité du pouvoir sur l'Arabie saoudite en raison de sa richesse pétrolière a longtemps dominé l'orientation politique de la Jordanie depuis son indépendance. Ensuite, le quatrième élément est l'amitié et l'inimitié. En raison de l'effondrement de l'économie jordanienne, il a construit son amitié et son inimitié en utilisant une lentille pragmatique.

La prochaine raison pour laquelle la Jordanie a procédé à la restauration avec le Qatar était un facteur de l'identité nationale du pays depuis sa création en 1921. L'établissement de la Jordanie par les colonialistes britanniques était le résultat de la défaite de la famille hachémite dans la défense du Hijaz (aujourd'hui l'Arabie saoudite) qui abrite deux des plus grands sites islamiques, à savoir La Mecque et Médine (Paris, 2004). La perte de cette position qui était aussi la légitimité de la famille hachémite en tant que descendants du prophète Mahomet est alors devenue une impulsion pour le roi Abdallah Ier d'avoir l'ambition de l'expansionnisme qui a été poursuivi en absorbant de nouveaux territoires dans la structure politique et nationale de la Jordanie, dont l'un était Jérusalem. Jérusalem a ensuite été obtenue avec succès lors de la première guerre israélo-arabe en annexant la Cisjordanie. Abdullah a cherché à élargir la notion d'identité jordanienne pour être cohérente avec la situation géopolitique, et cela s'est fait par la création d'une position symbolique et politique, à savoir celle de « Protecteur de Jérusalem » (Silverburg, 2006). Les efforts de la Jordanie pour changer le statut de la ville seraient couronnés de succès selon le dossier britannique d'enregistrement des actions symboliques de la Jordanie à Jérusalem, telles que la rénovation des lieux saints du Dôme du Rocher et la restauration de la mosquée Al-Aqsa, la résolution des conflits chrétiens, la tenue la célébration annuelle d'Isra. Mi'raj en invitant des dirigeants musulmans et arabes du monde entier et en organisant le pèlerinage papal (Silverburg, 2006).

La légitimité de la position de la Jordanie à Jérusalem s'est ensuite concrétisée dans l'accord de paix israélo-jordanien de 1994. Dans l'article 9 de cet accord, Israël reconnaît

le droit historique de la Jordanie sur Jérusalem, en particulier dans la protection et la surveillance des lieux saints islamiques. Israël s'engage à "accorder une haute priorité" à la Jordanie concernant Jérusalem lors de la négociation du statut permanent de la ville avec les autorités palestiniennes, si elle y parvient (ministère des Affaires étrangères d'Israël, 1994). La position de la Jordanie a encore été consolidée après qu'en 2013, sous la direction du roi Abdallah II, le président palestinien Mahmoud Abbas a signé un accord à Amman qui a réaffirmé le statut protecteur du roi des lieux saints à Jérusalem, et a déclaré que le roi Abdallah II avait le droit d'utiliser tous recours juridiques. pour la protéger, en particulier la mosquée Al-Aqsa (Jerusalem Post, 2013). Cet accord a ravivé l'identité jordanienne à Jérusalem et a continué à être défendu par le roi Abdallah II au milieu des bouleversements du Moyen-Orient au 21e siècle et tente d'arracher le statut de patron de Jérusalem à la Jordanie.

Cependant, la déclaration de Trump de décembre 2017 reconnaissant Jérusalem comme capitale d'Israël et prévoyant l'attribution de l'ambassade américaine en Israël de Tel-Aviv à Jérusalem a déclenché des hostilités de longue date et des revendications de légitimité historique sur le site. La préoccupation de la Jordanie réside dans les hostilités de longue date entre l'Arabie saoudite et la Jordanie qui ont commencé à réapparaître en décembre 2017, deux semaines avant que les États-Unis ne publient une déclaration officielle concernant Jérusalem, les Saoudiens réitérant leur intention de contester le statut protecteur de Hashimiyah. La présentation a été faite lors de la réunion de l'Union interparlementaire arabe par une délégation saoudienne qui a insulté la Jordanie en rejetant la mention du rôle historique de la Jordanie par rapport à Jérusalem dans le projet de document (Ziadat, 2017). Afin de faciliter cet objectif, le prince héritier saoudien a intensifié la restauration des relations saoudo-israéliennes en invitant plusieurs autres pays du Golfe comme Bahreïn et les Émirats arabes unis. Cette reprise est venue avec la publication du plan de paix américain, l'accord du siècle en 2019. L'accord du siècle lui-même est un document rédigé par Jared Kushner, conseiller principal de Trump, qui a été officiellement annoncé lors de la conférence de paix parrainée par les États-Unis à Bahreïn en juin 2019. , comme plan de paix pour mettre fin au long conflit entre la Palestine et Israël. Le point principal de l'accord donne à Israël le droit d'avoir une souveraineté complète sur Jérusalem. La Jordanie craint qu'il y ait une possibilité que les Saoudiens, avec le soutien des États-Unis et d'Israël, mettent en place une administration des lieux saints islamiques à Jérusalem qui sera sous la supervision saoudienne. Cet événement pourrait réduire l'autorité palestinienne dans les affaires de Jérusalem, ainsi que l'annulation effective du statut protecteur de Jérusalem par la Jordanie (TRT World, 2019). En réponse, la Jordanie a rapidement formé des alliances pour un soutien régional et s'est de plus en plus impliquée dans les questions de Jérusalem. Certaines des alliances qui se sont intensifiées étaient la Turquie, le Maroc et l'une d'entre elles, le Qatar, qui a

également souligné l'importance d'unir le plein soutien arabe au statut protecteur de Hashimiyah (Albawaba, 2019).

En analysant comment le statut de patron de Jérusalem affecte la politique étrangère de la Jordanie, la théorie du constructivisme ambitieux peut être utilisée. Comme expliqué précédemment, la proposition centrale de cette théorie est l'influence de la mémoire historique et des attentes dans la perception d'une identité comme un état d'auto-définition. Cependant, son image de soi ne peut être acceptée comme identité nationale que si elle est une identité collective, car ce groupe collectif joue un rôle en l'incorporant dans la pensée des gens du pays. La propre image nationale de la Jordanie est décrite par ses dirigeants comme étant le protecteur de l'un des lieux saints des trois religions, le judaïsme, le christianisme et l'islam, à savoir Jérusalem. Ce leadership est également légitimé au niveau national et international en raison de la contribution de la Jordanie à l'entretien et à la maintenance des sites de la Ville sainte. Cette image de soi a ensuite été acceptée comme une composante de l'identité nationale jordanienne en raison de l'existence d'un groupe collectif, à savoir la monarchie hachémite, qui l'a intégrée dans le discours politique et l'a diffusée à la société en tant que valeurs et normes de l'État.

Alors selon la déclaration de Clunan, si alors cette image de soi peut dominer le discours politique, cette image sera institutionnalisée dans les lois et réglementations nationales ainsi que dans les liens et les normes de comportement dans les relations avec les autres pays. Une image de soi devient alors dominante si elle peut survivre longtemps et être reconnue par la communauté internationale. Donc, dans ce cas, l'image de soi de la Jordanie en tant que protecteur de Jérusalem devient dominante parce qu'elle est acceptée par la communauté internationale et malgré les turbulences rencontrées dans le processus, cette image de soi a continué à rester après la fondation de la Jordanie en 1922 jusqu'à maintenant. Une fois acceptée, cette image de soi définira l'intérêt national du pays et formera la construction de l'endogroupe et de l'exogroupe. L'existence de cette construction affecte leur choix d'orientation comportementale envers un pays à travers des modèles d'amitié et d'inimitié. La Jordanie définit alors leur endogroupe comme un pays qui le reconnaît et le soutient en tant que protecteur de Jérusalem, de sorte que l'alliance doit être préservée et défendue. Pendant ce temps, les pays qui menacent l'existence de cette image de soi sont classés comme des groupes externes, comme Israël, les États-Unis et récemment l'Arabie saoudite qui menacent la position protectrice de la Jordanie.

D. CONCLUSION

Sur la base de l'explication ci-dessus, les chercheurs ont découvert que le motif sous-jacent aux actions de la Jordanie pour rétablir les relations avec le Qatar était son identité en tant que protecteur de Jérusalem. Pour comprendre ce motif, le chercheur utilise le niveau d'analyse de l'identité nationale d'Anne Clunan, à savoir le

constructivisme aspirationnel, en particulier dans l'une des aspirations de la Jordanie, à savoir en tant que protecteur des lieux saints de l'islam et du christianisme à Jérusalem. Ce statut protecteur fait partie intégrante de l'identité de la Jordanie et de Hashimiyah en raison du discours politique qui a été instigué par le fondateur de la première de Jordanie, à savoir le roi Abdallah. Si bien que Jérusalem est considérée comme la légitimité de leur religion dans le domaine international ce qui montre son importance dans la ville sainte des trois religions. Cette image de soi influence à son tour la politique étrangère de la Jordanie car elle construit un modèle d'amitié et d'hostilité basé sur cette identité de Jérusalem. La Jordanie sera donc plus encline à s'associer à un pays qui soutient ce statut protecteur, surtout après la sortie de l'accord Deal of the Century. Dans ce cas, l'Arabie saoudite s'oppose à ce statut et veut concurrencer la Jordanie pour Jérusalem, tandis que le Qatar met l'accent sur les intérêts de la Jordanie et apporte un soutien politique à ce statut. On peut donc expliquer pourquoi la Jordanie a finalement continué à faire alliance avec le Qatar alors même que sa relation avec l'Arabie saoudite était également menacée.

LES RÉFÉRENCES

1. Albawaba. (2019). "Emir of Qatar Affirms Jordanian Custodianship of Jerusalem" [online]. in <https://www.theguardian.com/world/2018/jun/03/jordan-amman-protest-imf-austerity-measures> [accessed 17 November 2019].
2. Buzan, B., Buzan, B. G., Wæver, O., Wæver, O., & Buzan, O. W. B. (2003). *Regions and powers: the structure of international security* (No. 91). Cambridge University Press.
3. Chua, H. B., & Ades, A. (1993). Regional Instability and Economic Growth: Thy Neighbor's Curse.
4. Clunan, A. L. (2009). *The Social Construction of Russia's Resurgence: Aspirations, Identity, and Security Interests*. JHU Press.
5. Ejlertsen, D. (2018). Regional Security Cooperation in Contemporary Middle East. *dalam Centre for Contemporary Middle East Studies*, 1-16.
6. France-Presse, A. (2018). Jordan: thousands protest against IMF-backed austerity measures. [online]. in <https://www.albawaba.com/news/emir-qatar-affirms-jordanian-custodianship-jerusalem-1279288> [Accessed 25 September 2019].
7. Gause III, F. G. (1999). Systemic approaches to Middle East international relations. *International Studies Review*, 1(1), 11-31.
8. Halliday, F. (2005). *The Middle East in international relations: power, politics and ideology* (Vol. 4). Cambridge University Press.
9. Harlow, W. F. (2017). Strategic Silence as a Frame for Understanding the 2017 Embargo Against Qatar. *Journal of Contemporary Rhetoric*, 7(4).

10. Legrenzi, M. (2016). *Beyond Regionalism?: regional cooperation, regionalism and regionalization in the Middle East*. Routledge.
11. Lynch, M. (2013). *The Arab uprising: The unfinished revolutions of the new Middle East*. Hachette UK.
12. Paris, T. J. (2004). *Britain, the Hashemites and Arab rule: the sherifian solution*. Routledge.
13. Silverburg, S. R. (2006). Jordanian Jerusalem: Holy Places and National Spaces. *Digest of Middle East Studies*, 15(2).
14. Taureck, R. (2005). Book Review: Barry Buzan & Ole Wæver, *Regions and Powers: The Structure of International Security* (Cambridge: Cambridge University Press), 2003, 564pp.£ 21.99 pbk.,£ 60.00 hbk. *Millennium*, 34(1), 283-285.